

ADIEU, A LA SOLUTION DE DEUX ÉTATS  
LE PRINTEMPS ARABE A DEGONFLÉ LA BAUDRUCHE

Amir Taheri 25 Juillet 2012

Le printemps arabe a démenti de nombreuses idées reçues à propos de la politique au Moyen-Orient - y compris la proposition de "solution au conflit israélo-arabe" par la création de deux États.

La formule de "deux États" a toujours été basée sur deux hypothèses discutables:

- 1) que les Palestiniens eux-mêmes se considèrent comme une nation, dans un monde d'États-nations et souhaitent créer un État qui leur soit propre,
- 2) que la création d'un État palestinien soit quelque chose qu'Israël pourrait, seul, et magiquement, faire advenir.

Le printemps arabe a sérieusement ébranlé la première hypothèse par la revitalisation de deux idéologies qui, pendant des décennies de despotisme, se cachaient sous la surface visible. Ces deux idéologies sont nées au 19<sup>e</sup> siècle, en partie à cause du contact avec le développement des empires européens.

-La première est le pan-islamisme, dont le but ultime est de rétablir le califat.

-La seconde est la modernisation - qui, en pratique, signifie l'occidentalisation, - mais avec un vernis culturel local (une recette adoptée par des cultures aussi diverses que l'Inde et le Japon). Alors que le paysage politique du printemps post-arabe prend forme devant nous, l'affrontement entre ces deux idéologies va dominer la politique du Moyen-Orient dans les décennies à venir.

Le mouvement pan-islamique n'a jamais été intéressé par la création d'un État palestinien. En effet, en 1947-48 les panislamistes ont travaillé dur pour éviter ce résultat. Le Grand Mufti Haj Amin al-Husseini, chef de file des premiers groupes de guérilla palestinienne, et Ahmad Shukeiri, le fondateur du Hamas (acronyme pour « Mouvement de la résistance islamique ») ont, à plusieurs reprises, affirmé que leur objectif n'était pas la création d'un État palestinien, mais la libération d'un territoire musulman occupé par des « infidèles ».

En d'autres termes, ils ne voulaient pas d'un État palestinien, ils voulaient la destruction de l'État juif.

Certains Palestiniens laïques ont adopté le concept d'un État palestinien, mais seulement comme stratagème tactique, avec comme objectif stratégique de rayer Israël de la carte.

La semaine dernière, le chef du Hamas, Ismail Haniyeh, a énoncé la position pan-islamiste pendant une réunion de prière dans le nord de la bande de Gaza, à la veille du mois de jeûne du Ramadan. Il a annoncé qu'il conduirait une délégation au Caire pour inviter le nouveau président de l'Égypte, Mohammed Mursi, à relancer « *la lutte pour faire revivre le califat* ».

"*Le mouvement nationaliste arabe a échoué pour rétablir le califat islamique*", a-t-il dit. "*Il a également maintenu la communauté musulmane à la traîne des nations [dans le monde] et perpétué l'hégémonie américaine et la poursuite de l'occupation sioniste.*"

Haniyeh a ajouté: "*Le printemps arabe a ouvert la voie à la restauration du califat, après la libération de Jérusalem et de la mosquée Al-Aqsa.*"

Pendant ce temps, le Jihad islamique, un autre mouvement palestinien pan-islamiste, a lancé une campagne contre ce qu'il nomme « *la conspiration des deux États* ». Selon le dirigeant du Jihad islamique Ramadan Shalah, Washington envisage de relancer ce débat comme une « diversion », à une époque où les masses musulmanes cherchent à libérer "l'ensemble des terres perdues de l'islam."

Malgré l'enthousiasme manifesté par Haniyeh et Shalah, pour cette stratégie politique, la renaissance du califat demeure un concept obscur.

De nombreuses questions restent sans réponse. Que pourrait être le prochain calife? La dynastie ottomane qui a occupé le califat pendant quatre siècles, a disparu sans héritier mâle pour son dernier calife, Abdul-Majid II. Les revendications d'une série de personnalités, y compris Sharif Hussein (le grand-père de l'actuel roi de Jordanie), l'Aga Khan et le roi égyptien Farouk n'ont jamais abouti.

Les efforts déployés par le "Guide suprême", Ali Khamenei, en Iran, pour se présenter comme une version chiite du calife sont rarement pris au sérieux, même par les responsables iraniens.

Si trouver un candidat acceptable comme calife est difficile, identifier les « *territoires perdus de l'Islam* » qui doivent être libérés l'est encore plus. Oui, le petit morceau occupé par Israël sur, environ 20 pour cent du territoire de la Palestine historique, est toujours inclus. Mais c'est aussi une grande partie de l'Inde du Nord et de la quasi-totalité de la péninsule balkanique.

Certains groupes incluent l'Espagne et le Portugal, plus de la moitié ouest de la France, et l'Italie méridionale jusqu'à Rome. D'autres veulent "libérer" la Russie, qui était sous la domination musulmane tatare pendant deux siècles.

Le Sud de la Thaïlande, la Birmanie du nord-ouest, les Chinois du Turkestan oriental (Xinjiang) plusieurs îles de l'archipel des Philippines ont également besoin d'être «libérés». En Afrique, de grands morceaux du Kenya, l'Ethiopie, l'Ouganda, la Tanzanie et le Mozambique restent à être ramenés à l'islam.

En bref, les panislamistes ont un bon appétit. Ils n'ont pas de temps à perdre avec le mirage d'un petit Etat palestinien minuscule et qui n'existe pas.

---

Amir Taheri (né le 9 Juin 1942, Ahvaz) est d'origine iranienne; il a fait ses études à Téhéran, Londres et Paris. Il a été directeur et rédacteur en chef de "Kayhan", (qui signifie Univers) de 1972 à 1979. Deux figures très connues de la gauche iranienne, Khosrow Golsorkhi, exécuté à l'époque du Shah, et Rahman Hatafi, qui mourut en prison après la Révolution islamique, étaient des journalistes de Kayhan.

Ses écrits se concentrent sur les affaires du Moyen-Orient et des sujets liés au terrorisme islamiste. Il est chroniqueur pour de nombreux journaux : Asharq Al-Aws